

Collectivité  
Territoriale  
*de* Martinique

---

**RECUEIL**  
**DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**- EDITION SPECIALE -**

**OCTOBRE 2016**

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE  
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée</i>	<i>04</i>
-------------------------------------	-----------

<b>ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE</b>
--------------------------------

**DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE**SEANCE DU MARDI 4 OCTOBRE 2016

DÉLIBÉRATION N°16-228-1 - PORTANT REGLES CONSTITUTIVES,  
COMPETENCE ET REGIME FINANCIER DE MARTINIQUE  
TRANSPORT (HABILITATION TRANSPORT) 04

DÉLIBÉRATION N°16-229-1 - PORTANT TRANSFERT DE CHARGES  
A MARTINIQUE TRANSPORT (HABILITATION TRANSPORT) 10

DÉLIBÉRATION N°16-230-1 - PORTANT ADAPTATION DU  
VERSEMENT TRANSPORT EN MARTINIQUE (HABILITATION  
TRANSPORT) 14

DÉLIBÉRATION N°16-231-1 - PORTANT ELECTION DES  
REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE  
MARTINIQUE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AUTORITE  
ORGANISATRICE DES TRANSPORTS UNIQUE – MARTINIQUE  
TRANSPORT 18



## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N° 16-228-1

#### PORTANT RÈGLES CONSTITUTIVES, COMPÉTENCES ET RÉGIME FINANCIER DE MARTINIQUE TRANSPORT (HABILITATION TRANSPORT)

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la Constitution, et notamment ses articles 34 et 73, alinéas 2 et 3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles LO 7311-1 à LO 7312-3 ;

Vu le code des transports, et notamment ses parties 1, 2, 3 et 5, et en particulier ses articles L1811-2, L1811-5, L1811- 7 et L5714-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2013-1029 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer et notamment son article 37 ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des Outre-mer, et notamment son article 45 ;



Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transport unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR CTRR 1521616X ;

Vu la délibération n° 15-1072-1 du 23 juin 2015 portant création d'une commission ad hoc chargée de procéder à l'inventaire des charges transférées à MARTINIQUE TRANSPORT publiée au Journal Officiel le 6 septembre 2015 sous la référence NOR CTRR 1520803 X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X ;

Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique bénéficie de la prorogation de l'habilitation transport obtenue par la loi susvisée n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-Mer, suite à la publication au Journal Officiel du 13 mai 2016 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-36-1 en date du 29 mars 2016 ;

Considérant que l'habilitation prorogée vise notamment à créer et à mettre en œuvre, sur le territoire de la Martinique, une Autorité organisatrice de transports unique ayant compétence pour les transports terrestres, maritimes, de passagers et de marchandises dans le périmètre unique de transports ;

Considérant qu'en application de l'article 37 de la loi n°2013-1029 du 15 novembre 2013, le Conseil régional de Martinique a, par une délibération en date du 18 décembre 2014\_susvisée, créé un établissement public ayant qualité d'Autorité Organisatrice de Transports Unique sur le territoire de la Martinique et dénommé MARTINIQUE TRANSPORT ;

Considérant que MARTINIQUE TRANSPORT a vocation à se substituer de plein droit aux autorités organisatrices de transport existant sur le territoire martiniquais, dans l'exercice de leur compétence en matière de transport, après réalisation d'un inventaire listant les personnels, biens, contrats et engagements transférés à MARTINIQUE TRANSPORT ;

Considérant les délibérations des autorités organisatrices acceptant le transfert de leur compétence à MARTINIQUE TRANSPORT :

- Délibération de la Communauté d'agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) n° 07.00096-2015 en date du 07 octobre 2015 ;
- Délibération du Conseil Général de Martinique n°CG/94-15 en date du 29 octobre 2015,
- Délibération de la Communauté d'agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) n° 52 /2016 en date du 22 juillet 2016 ;
- Délibération de la Communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD) n° CC-22-07-2016 / 114 en date du 22 juillet 2016 ;

Considérant qu'il convient, dans cette perspective, de préciser les règles constitutives et les compétences de MARTINIQUE TRANSPORT et de définir les ressources financières dont cet établissement public bénéficie pour l'exercice de ses missions et les charges qu'il encourt à ce titre ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge des transports publics ;

Vu l'avis émis par la Commission Transports le 26 septembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

#### **ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

## **TITRE 1<sup>ER</sup> : REGLES CONSTITUTIVES ET COMPETENCES DE MARTINIQUE TRANSPORT**

### **ARTICLE 1ER : Membres de MARTINIQUE TRANSPORT**

MARTINIQUE TRANSPORT est un établissement public *sui generis*, constitué entre :

- la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM),
- la Communauté d'agglomération du Centre de la Martinique (CACEM),
- la Communauté d'agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM),
- la Communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD Martinique).

### **ARTICLE 2 : Conseil d'administration**

MARTINIQUE TRANSPORT est administré par un conseil d'administration assurant la représentation de la CTM et des trois établissements publics de coopération intercommunale susvisés.

### **ARTICLE 3 : Principes de gouvernance**

La CTM dispose de la majorité des sièges au sein du conseil d'administration.

Le conseil d'administration est présidé par le Président du Conseil Exécutif de Martinique ou en son absence par son représentant.

Les vice-présidents issus des trois communautés d'agglomération portent un regard particulier sur leur territoire.

Le représentant de l'Etat en Martinique est entendu à sa demande par le conseil d'administration de MARTINIQUE TRANSPORT.

### **ARTICLE 4 : Comité consultatif**

Un comité consultatif composé des représentants des associations d'usagers des transports collectifs, des collectivités ou de leurs groupements participant au financement des services de transport, des organisations syndicales, des organisations professionnelles patronales, des organismes consulaires et des transporteurs est créé.

Il peut être consulté par le Président de MARTINIQUE TRANSPORT ou par le Conseil d'Administration sur toute question relative à l'offre et la qualité des services de transport de voyageurs ou sur les orientations de la politique tarifaire et du développement du système des transports.

En cas de risque de conflit d'intérêt causé par la teneur des questions évoquées, les représentants des transporteurs ne participent pas aux réunions du comité.

### **ARTICLE 5 : Contrôles**

Le contrôle de légalité et le contrôle budgétaire des actes de MARTINIQUE TRANSPORT sont exercés par le représentant de l'Etat en Martinique.

MARTINIQUE TRANSPORT est soumis à la première partie du livre II du code des juridictions financières.

Le comptable de MARTINIQUE TRANSPORT est un comptable public nommé par l'autorité administrative compétente de l'Etat.

## **ARTICLE 6 : Compétences de MARTINIQUE TRANSPORT**

MARTINIQUE TRANSPORT a pour compétence l'organisation, le développement, l'exploitation et la coordination des transports terrestres et maritimes dans le périmètre unique de transports.

MARTINIQUE TRANSPORT est l'autorité organisatrice des services de transports publics réguliers de personnes dans son ressort territorial, à savoir le périmètre unique de transports qui couvre l'ensemble du territoire de la Martinique.

Ces services concernent les services de transports publics terrestres et maritimes, urbains et non-urbains.

MARTINIQUE TRANSPORT peut y organiser des services de transport à la demande.

MARTINIQUE TRANSPORT concourt au développement des modes de déplacement terrestres non motorisés et des usages partagés des véhicules terrestres à moteur.

Afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et nuisances affectant l'environnement, elle peut en outre, en cas d'inadaptation de l'offre privée à cette fin, organiser des services publics de transport de marchandises et de logistique urbaine.

MARTINIQUE TRANSPORT élabore des outils d'aide aux décisions publiques et privées ayant un impact sur les pratiques de mobilité.

Elle établit un compte relatif aux déplacements dont l'objet est de faire apparaître, pour les différentes pratiques de mobilité les coûts pour l'utilisateur et ceux qui en résultent pour la collectivité.

Elle instaure un service d'information, consacré à l'ensemble des modes de transports et à leur combinaison, à l'intention des usagers, en concertation avec l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements et les entreprises publiques ou privées de transports.

Elle met en place un service de conseil en mobilité à l'intention des employeurs et des gestionnaires d'activités générant des flux de déplacement importants.

## **ARTICLE 7 : Missions de MARTINIQUE TRANSPORT**

I. En tant qu'autorité organisatrice des services de transports publics réguliers de personnes, MARTINIQUE TRANSPORT a notamment pour missions de :

- 1° Fixer les relations à desservir ;
- 2° Fixer la consistance générale des services ;
- 3° Organiser les services réguliers de transport ;
- 4° Favoriser le transport des personnes à mobilité réduite et des personnes âgées ;
- 5° Définir les modalités techniques d'exécution ainsi que les conditions générales d'exploitation et de financement des services ;
- 6° Désigner les exploitants
- 7° Veiller à la cohérence des programmes d'investissement ;

8° Arrêter la politique tarifaire de manière à obtenir l'utilisation la meilleure, sur le plan économique et social du système de transport correspondant ;

9° Concourir aux actions de prévention de la délinquance et de sécurisation des personnels et des usagers ;

10° Promouvoir le transport public et développer l'information aux usagers

II. MARTINIQUE TRANSPORT est responsable de l'organisation et du fonctionnement des transports scolaires et consulte à leur sujet, au moins une fois par an, le Conseil départemental de l'Education Nationale.

III. En matière de transport maritime, MARTINIQUE TRANSPORT est l'autorité organisatrice pour l'application des dispositions des articles L. 5714-1, L. 5431-2 et L. 5431-3 du code des transports.

IV. Si un intérêt local particulier et une logique de proximité le justifient, MARTINIQUE TRANSPORT peut déléguer à des collectivités territoriales, à leurs groupements ou à des associations de collectivités territoriales, sur des périmètres ou pour des services définis d'un commun accord certaines missions mentionnées aux I, II et III du présent article. En tout état de cause, la politique tarifaire reste de la compétence de MARTINIQUE TRANSPORT.

Une convention prévoit les conditions de participation des parties au financement de ces services et les aménagements tarifaires applicables.

#### **ARTICLE 8 : Statuts de MARTINIQUE TRANSPORT**

Dans les trois mois suivants l'entrée en vigueur de la présente délibération, MARTINIQUE TRANSPORT adopte ses statuts.

### **TITRE 2 : REGIME FINANCIER DE MARTINIQUE TRANSPORT**

#### **ARTICLE 9 : Ressources de MARTINIQUE TRANSPORT**

Les ressources de MARTINIQUE TRANSPORT comprennent notamment :

- 1° Les contributions des collectivités et EPCI qui y participent ;
- 2° Le produit du versement destiné au transport perçu à l'intérieur du périmètre unique des transports ;
- 3° Le produit issu de la vente des titres de transport ;
- 4° Tous autres concours, subventions ou avances qui lui sont apportées par l'Europe, l'Etat, par les collectivités publiques ou par tout organisme public ou privé, notamment pour la mise en œuvre de ses projets d'investissements et des politiques d'aide à l'usage des transports collectifs au bénéfice de catégories particulières d'usagers ;
- 5° Les produits de son domaine ;
- 6° Les redevances pour services rendus et les produits divers ;
- 7° Le produit des emprunts ;

8° Les produits de toute autre redevance ou taxe éventuellement créée ou affectée au profit de MARTINIQUE TRANSPORT ;

9° Le produit des dons et legs ;

10° Les versements au titre du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA).

#### **ARTICLE 10 : Les charges de MARTINIQUE TRANSPORT**

Les charges de MARTINIQUE TRANSPORT comprennent notamment :

1° Les frais de fonctionnement de MARTINIQUE TRANSPORT ;

2° Les subventions et les charges liées aux projets d'investissement ;

3° Les dépenses correspondant aux politiques d'aide à l'usage des transports collectifs au bénéfice de certaines catégories d'usagers ;

4° Les concours publics et règlements versés aux opérateurs de transport dans le cadre des contrats d'exploitation des services publics de transport de voyageurs ;

5° L'annuité de la dette en capital et intérêts ;

6° Les dotations aux amortissements et aux provisions

### **TITRE 3 : EXECUTION**

#### **ARTICLE 11 :**

La présente délibération de l'Assemblée de Martinique qui pourra être diffusée partout autant que de besoin, est publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Elle est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au Préfet, représentant de l'État en Martinique et au Premier Ministre aux fins de publication au Journal Officiel de la République Française.

Conformément aux dispositions de l'article LO 7311-8 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal Officiel de la République française.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée, avec 17 abstentions et 32 voix pour, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président de l'Assemblée  
De Martinique

Yan MONPLAISIR



**ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE****DÉLIBÉRATION N° 16-229-1****PORTANT TRANSFERTS DE CHARGES À MARTINIQUE TRANSPORT  
(HABILITATION TRANSPORT)**

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

**L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,**

Vu la Constitution, et notamment ses articles 34 et 73, 3ème alinéa ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles LO 7311-1 à LO 7312-3 ;

Vu le code des transports, et notamment ses parties 1, 2, 3 et 5, et en particulier ses articles L1811-2, L1811-5, L1811- 7 et L5714-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-Mer, et notamment son article 37 ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des Outre-Mer, et notamment son article 45 ;



Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR CTRR 1521616X ;

Vu la délibération n° 15-1072-1 du 23 juin 2015 du Conseil Régional de Martinique portant création d'une commission ad hoc chargée de procéder à l'inventaire des charges transférées à MARTINIQUE TRANSPORT publiée au Journal Officiel le 6 septembre 2015 sous la référence NOR CTRR 1520803 X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 4 octobre 2016 relative aux règles constitutives, aux compétences et au régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT ;

Considérant que le Conseil Régional de la Martinique, auquel a succédé la Collectivité Territoriale de Martinique, était habilité par l'article 37 de la loi susvisée n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-Mer complétée par l'article 45 de la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des Outre-Mer, sur la base des dispositions du troisième alinéa de l'article 73 de la Constitution, et des articles LO 4435-2 à LO 4435-12 du Code général des collectivités territoriales pour une durée allant jusqu'au renouvellement du Conseil Régional, à créer et à mettre en œuvre, sur le territoire de la Martinique, une Autorité organisatrice de transport unique ayant compétence pour les transports terrestres, maritimes, de passagers et de marchandises ;

Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique bénéficie de la prorogation de l'habilitation transport obtenue par la loi susvisée n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-Mer et complétée par l'article 45 de la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, suite à la publication au Journal Officiel du 13 mai 2016 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-36-1 en date du 29 mars 2016 ;

Considérant qu'en application des dispositions précitées, par une délibération en date du 18 décembre 2014, le Conseil régional de Martinique a créé un établissement public ayant qualité d'Autorité organisatrice de transport unique sur le territoire de la Martinique et dénommé MARTINIQUE TRANSPORT ;

Considérant que MARTINIQUE TRANSPORT a vocation à se substituer de plein droit aux autorités organisatrices de transport existant sur le territoire martiniquais, dans l'exercice de leur compétence en matière de transports, et après réalisation d'un inventaire listant les personnels, biens, contrats et engagement transférés à MARTINIQUE TRANSPORT ;

Considérant que par délibération n°15-1072-1 en date du 23 juin 2015, le Conseil régional de Martinique a créé une commission ad hoc chargée de procéder à l'inventaire des charges transférées à MARTINIQUE TRANSPORT, a défini le contenu de l'inventaire ainsi que les modalités de sa réalisation ;

Considérant qu'il convient, dans cette perspective, de préciser les conditions dans lesquelles cet inventaire sera validé par MARTINIQUE TRANSPORT, les conséquences ainsi que les conditions des transferts en découlant ;

Considérant par ailleurs que les échéances prévues par les délibérations susvisées n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transport unique et d'un périmètre unique des transports et n° 15-1072-1 du 23 juin 2015 portant création d'une commission ad hoc chargée de procéder à l'inventaire des charges transférées à MARTINIQUE TRANSPORT, pour la réalisation de l'inventaire et pour la mise en place effective de MARTINIQUE TRANSPORT n'ont pas pu être tenues ;

Considérant qu'il convient en conséquence de modifier les délibérations afin d'assurer la mise en cohérence du calendrier de réalisation des travaux de la commission ad hoc et de mise en place de MARTINIQUE TRANSPORT ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif chargé des transports publics ;

Vu l'avis émis par la Commission Transports le 26 septembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

### **ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

#### **ARTICLE 1 : Vote du Conseil d'administration de MARTINIQUE TRANSPORT sur l'inventaire des charges transférées à MARTINIQUE TRANSPORT.**

L'avis rendu par la Commission ad hoc sur l'inventaire visé à l'article 2 de la délibération du Conseil régional n°15-1072-1 en date du 23 juin 2015 est soumis au vote du conseil d'administration de MARTINIQUE TRANSPORT.

#### **ARTICLE 2 : Etablissement de procès-verbaux contradictoires**

L'inventaire réalisé par la Commission ad hoc donne lieu à l'établissement de procès-verbaux de transfert établis contradictoirement entre MARTINIQUE TRANSPORT et chaque autorité organisatrice existant sur le territoire martiniquais.

L'établissement contradictoire du procès-verbal de transfert vaut transfert des biens, personnels, contrats et engagements à MARTINIQUE TRANSPORT.

#### **ARTICLE 3 : Evaluation des dépenses et recettes transférées**

Conformément aux procès-verbaux visés à l'article 2, la Commission ad hoc rend un avis sur l'évaluation des dépenses et des recettes transférées par les autorités organisatrices existantes à MARTINIQUE TRANSPORT dans le respect de règles méthodologiques qu'elle déterminera souverainement.

Cet avis est soumis au vote du conseil d'administration de MARTINIQUE TRANSPORT.

A compter du vote du conseil d'administration visé à l'alinéa précédent, MARTINIQUE TRANSPORT et les autorités organisatrices existantes réalisent les opérations de transfert.

#### **ARTICLE 4 : Disparition de l'objet de la commission *ad hoc***

La commission ad hoc créée par la délibération n°15-1072-1 en date du 23 juin 2015 perd son objet une fois l'avis visé à l'article 3 émis et soumis au vote du conseil d'administration de MARTINIQUE TRANSPORT.

**ARTICLE 5 :** Modification des délibérations n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports et n° 15-1072-1 du 23 juin 2015 portant création d'une commission ad hoc chargée de procéder à l'inventaire des charges transférées à MARTINIQUE TRANSPORT



L'alinéa 1er de l'article 5 de la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports est remplacé par les dispositions suivantes :

« La substitution visée à l'article 3 et le transfert visé à l'article 4 prendront effet au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2017.

L'article 3 de la délibération n° 15-1072-1 du 23 juin 2015 portant création d'une commission ad hoc chargé de procéder à l'inventaire des charges transférées à MARTINIQUE TRANSPORT est remplacé par les dispositions suivantes :

« La commission ad hoc se réunit obligatoirement au moins une fois et autant de fois que nécessaire pour rendre, avant le 15 novembre 2016 un avis sur l'inventaire visé à l'article 2. »

### **ARTICLE 6 : Exécution**

La présente délibération de l'Assemblée de Martinique qui pourra être diffusée partout autant que besoin, est publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

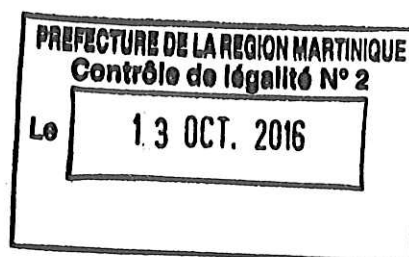
Elle est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au Préfet, représentant de l'État en Martinique et au Premier Ministre aux fins de publication au Journal Officiel de la République Française.

Conformément aux dispositions de l'article LO 7311-8 du code général des collectivités territoriales, la présente délibération entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal Officiel de la République française.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée, avec 17 abstentions et 32 voix pour, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016/

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président de l'Assemblée  
De Martinique  
Yan MONPLAISIR





## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N° 16-230-1

#### PORTANT ADAPTATION DU VERSEMENT TRANSPORT EN MARTINIQUE (HABILITATION TRANSPORT)

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la Constitution, et notamment ses articles 34 et 73, alinéas 2 et 3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles LO 7311-1 à LO 7312-3 ;

Vu le Code des Transports, et notamment ses parties 1, 2, 3 et 5, et en particulier ses articles L.1811-2 à L.1811-7 et L. 2311-3 et ses articles L. 5431-1 à L. 5431-3 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, et notamment son article 56 ;

Vu la loi n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-Mer, et notamment son article 37 et en particulier son 4° ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des Outre-Mer, et notamment son article 45 ;

Vu la loi n° 2015-1785 du 25 décembre 2015 de Finances pour 2016, et notamment son article 15 –VI,

Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transports unique et d'un périmètre unique des transports publiée au Journal Officiel le 21 janvier 2015 sous le numéro NOR : CTRR1501616X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 4 octobre 2016 portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-229-1 du 4 octobre 2016 portant transferts de charges à MARTINIQUE TRANSPORT ;

Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique bénéficie de la prorogation de l'habilitation transport obtenue par la loi susvisée n°2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-Mer, suite à la publication au Journal Officiel du 13 mai 2016 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-36-1 en date du 29 mars 2016,

Considérant que la Collectivité Territoriale de Martinique est également habilitée à définir des conditions de financement du transport public, notamment par l'adaptation du versement destiné au financement des transports en commun prévu aux articles L. 2333-64 à L. 2333-75, L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'en application des dispositions précitées, par délibération susvisée en date du 18 décembre 2014, le Conseil régional de Martinique a créé un établissement public ayant qualité d'autorité organisatrice de transports unique sur le territoire de la Martinique et dénommé MARTINIQUE TRANSPORT ;

Considérant qu'il convient, en application des dispositions précitées et dans le prolongement de la création d'une AOT Unique compétente sur un périmètre unique des transports, d'adapter les dispositions relatives au versement destiné au financement des transports en commun ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif chargé des transports publics;

Vu l'avis émis par la Commission Transports le 26 septembre 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

## **ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :**

### **ARTICLE 1 : Instauration du versement destiné aux transports dans le périmètre unique des transports**

En Martinique, à l'intérieur du périmètre unique des transports couvrant toute la Martinique, par dérogation aux dispositions des articles L. 2333-64, L. 2333-66, L. 2333-67, L. 2333-68, L. 2333-71 et L. 5722-7 et L. 5722-7-1 du Code général des collectivités territoriales, les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, à l'exception des fondations et associations reconnues d'utilité publique à but non lucratif dont l'activité est de caractère social, sont assujetties à un versement destiné au financement des transports en commun lorsqu'elles emploient au moins onze salariés.

Les employeurs qui, en raison de l'accroissement de leur effectif, atteignent l'effectif de onze salariés sont dispensés pendant trois ans du paiement du versement. Le montant du versement est réduit de 75 %, 50 % et 25 %, respectivement chacune des trois années suivant la dernière année de dispense.

L'assiette du versement est constituée par les salaires payés aux salariés mentionnés aux alinéas 1 et 2.

Les salariés et assimilés s'entendent au sens des législations de la sécurité sociale et les salaires se calculent conformément aux dispositions de ces législations.

MARTINIQUE TRANSPORT se substitue de plein droit aux autorités organisatrices de la mobilité et bénéficie à ce titre de la compensation prévue à l'article 15-VI de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de Finances pour 2016.

## **ARTICLE 2 : Détermination du taux du versement destiné aux transports**

Le taux du versement visé à l'alinéa précédent, exprimé en pourcentage des salaires, est fixé ou modifié par délibération du Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT, dans la limite de 2 % des salaires définis à l'article 1er.

Toute modification de taux entre en vigueur au 1er janvier ou au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

La délibération fixant le nouveau taux est transmise par MARTINIQUE TRANSPORT aux organismes de recouvrement avant, respectivement, le 1<sup>er</sup> novembre ou le 1<sup>er</sup> mai de chaque année. Les organismes de recouvrement communiquent le nouveau taux aux assujettis au plus tard un mois après ces dernières dates.

## **ARTICLE 3 : Affectation du versement destiné aux transports**

Par dérogation à l'article L. 2333-68 du code général des collectivités territoriales, le versement est affecté au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement des transports publics de personnes effectués dans le ressort territorial de MARTINIQUE TRANSPORT.

Sur décision de MARTINIQUE TRANSPORT, les ressources provenant de ce versement transport peuvent également contribuer au financement :

1° – des dépenses d'investissement et de fonctionnement de toute action relevant de l'organisation de la mobilité ;

2° – à titre accessoire et dans le cadre de conventions passées entre l'établissement public et les gestionnaires, de dépenses d'exploitation d'ouvrages et d'équipements affectés au transport tels que les gares routières, pôles d'échanges correspondant à différents modes de transport.

## **ARTICLE 4 : Bénéficiaire du versement destiné aux transports**

Le produit du versement destiné au transport perçu à l'intérieur du périmètre unique des transports est affecté au budget de MARTINIQUE TRANSPORT.

A compter du transfert effectif de la compétence « organisation du transport » par les autorités organisatrices existantes à MARTINIQUE TRANSPORT et jusqu'à l'entrée en vigueur du taux du versement transport visé à l'article 2, les autorités organisatrices de transports existantes versent à MARTINIQUE TRANSPORT les produits qu'elles tirent du versement destiné aux transports.

#### **ARTICLE 5 : Exécution**

La présente délibération de l'Assemblée de Martinique qui pourra être diffusée partout autant que de besoin, est publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

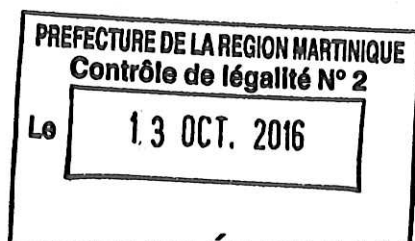
Elle est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au Préfet, représentant de l'État en Martinique et au Premier Ministre aux fins de publication au Journal Officiel de la République Française.

Conformément aux dispositions de l'article LO 7311-8 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal Officiel de la République française.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée, avec 17 abstentions et 32 voix pour, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président de l'Assemblée  
De Martinique  
Yan MONPLAISIR





Collectivité Territoriale de Martinique  
AFFICHAGE LE : 13 OCT. 2016

## ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

### DÉLIBÉRATION N° 16-231-1

#### PORTANT ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AUTORITÉ ORGANISATRICE DES TRANSPORTS UNIQUE – MARTINIQUE TRANSPORT

L'An deux mille seize, et le quatre octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

**ETAIENT PRESENTS :** Mesdames et Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :** Mesdames et Messieurs, Lucien Thomas ADENET (pouvoir à Mme Sandrine SAINT-AIME), Michelle BONNAIRE (pouvoir à Mme Manuella CLEM-BERTHOLO), Joachim BOUQUETY (pouvoir à Mme Nadia LIMIER), Christiane EMMANUEL (pouvoir à M. Clément CHARPENTIER-TITY), Raphaël MARTINE (pouvoir à M. Claude LISE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir à M. Denis LOUIS-REGIS), Daniel ROBIN (pouvoir à Mme Michelle MONROSE), Louise TELLE (pouvoir à Mme Maryse PLANTIN).

#### L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu la Constitution, et notamment ses articles 34 et 73, alinéas 2 et 3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles LO 7311-1 à LO 7312-3 ;

Vu le code des transports, et notamment ses parties 1, 2, 3 et 5, et en particulier ses articles L1811-2, L1811-5, L1811-7 et L5714-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2013-1029 portant diverses dispositions relatives aux outre-mer et notamment son article 37 ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, et notamment son article 45 ;



Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transport unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR CTRR 1521616X ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-1072-1 du 23 juin 2015 portant création d'une commission ad hoc chargée de procéder à l'inventaire des charges transférées à MARTINIQUE TRANSPORT publiée au Journal Officiel le 6 septembre 2015 sous la référence NOR CTRR 1520803 X ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n° CG /94-15 du 29 octobre 2015 relative au transfert de compétences et à la participation du département de la Martinique à Martinique Transport – Autorité unique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 4 octobre 2016 portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-229-1 du 4 octobre 2016 portant transferts de charges à MARTINIQUE TRANSPORT ;

Considérant les délibérations des autorités organisatrices acceptant le transfert de leur compétence à MARTINIQUE TRANSPORT :

- Délibération de la Communauté d'agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) n° 07.00096-2015 en date du 07 octobre 2015 ;
- Délibération du Conseil Général de Martinique n°CG/94-15 en date du 29 octobre 2015,
- Délibération de la Communauté d'agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) n° 52 /2016 en date du 22 juillet 2016 ;
- Délibération de la Communauté d'agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD) n° CC-22-07-2016 / 114 en date du 22 juillet 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Louis BOUTRIN, Conseiller Exécutif en charge des transports publics ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Considérant que MARTINIQUE TRANSPORT est administré par un conseil d'administration assurant la représentation de la Collectivité Territoriale de Martinique et des trois établissements publics de coopération intercommunale ;

Considérant qu'une liste unique et commune a été établie dans le respect de la proportionnalité des groupes d'élus constitués au sein de l'Assemblée et enregistrée par le Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

#### **ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :**

**ARTICLE 1 :** Sont élus pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil d'administration de l'autorité organisatrice des transports unique MARTINIQUE TRANSPORT, les conseillers dont les noms suivent :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Alfred MARIE-JEANNE Président du Conseil d'administration	Mme Manuella CLEM-BERTHOLO
M. Louis BOUTRIN	M. Georges CLEON
M. Lucien ADENET	M. Marius NARCISSOT
Mme Sylvia SAITHSOOTHANE	Mme Diane MONTROSE
M. Jean-Philippe NILOR	M. Richard BARTHELERY
M. Johnny HAJJAR	Mme Michelle MONROSE
M. Charle-André MENCE	M. Claude BELLUNE
Mme Lucie LEBRAVE	Mme Patricia TELLE

**ARTICLE 2 :** Le conseil d'administration est présidé par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique ou en son absence par son représentant.

**ARTICLE 3 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

**ARTICLE 4 :** La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité de suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 octobre 2016.

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président de l'Assemblée  
de Martinique  
Yan MONPLAISIR

